

# Un lycée sans les sciences de la vie et de la Terre n'a pas de sens

**Alors que la France a besoin de scientifiques, et que les défis environnementaux sont cruciaux, faire des SVT une discipline optionnelle serait un grave recul pour notre enseignement.**

Demain, doit-on s'attendre à voir les sciences de la vie et de la Terre boutées hors du lycée? Après la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur, après la réforme du bac étendue à tout le secondaire, c'est toute l'architecture de l'enseignement au lycée qui sera prochainement transformée. C'est avec une très grande inquiétude pour notre pays et pour la formation de sa jeunesse que l'Association des professeurs de biologie et géologie (APBG) constate, dans les projets de réforme du lycée et le premier bilan des consultations avec les acteurs de l'éducation lors de la «mission Mathiot», l'absence de l'enseignement des sciences de la vie et de la Terre (SVT) comme discipline obligatoire dans les enseignements fondamentaux du cycle terminal (classes de première et de terminale). D'où la crainte qu'une grande partie

des lycéens pourrait ne plus avoir de SVT après la seconde. Ce serait un recul très grave, une aberration économique, à l'heure où le gouvernement clame que la société et l'économie moderne ont besoin de plus de scientifiques. Mais aussi une aberration culturelle: la culture scientifique est nécessaire dans la lutte contre l'obscurantisme afin que les futurs citoyens puissent distinguer le sentiment, les impressions, d'un fait scientifique, comme le reconnaissait elle-même la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. L'apprentissage des sciences ne peut pas se limiter aux seules mathématiques: une synergie entre les disciplines scientifiques – sciences de la vie et de la Terre, physique, chimie, maths – est primordiale. Ce qui se profile, c'est le démantèlement des disciplines pour les réduire à des modules «indépendants», au choix des élèves.

Par  
**LE BUREAU NATIONAL  
DE L'ASSOCIATION  
DES PROFESSEURS  
DE BIOLOGIE ET  
GÉOLOGIE (APBG)**  
qui regroupe 5 000 adhérents

L'APBG demande donc au ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, de ne pas pénaliser notre jeunesse, de maintenir les sciences de la vie et de la Terre dans les enseignements fondamentaux du lycée et de laisser la possibilité aux élèves de choisir les doublettes de disciplines majeures SVT-physique-chimie ou SVT-maths. A ce jour, une pétition, signée par près de 40 000 personnes comprenant des enseignants, des chercheurs et des scientifiques, revendique cette demande.

Ceci nous apparaît fondamental dans un monde où les enjeux individuels et de société ont trait directement ou indirectement à ces deux domaines de la connaissance et de la culture.

Les objets d'étude des SVT – c'est-à-dire la vie et son support, la Terre – sont en effet au cœur des enjeux environnementaux et de santé, mais aussi de la gestion des ressources énergétiques, naturelles et alimentaires. De plus, notre pays doit, au sein de l'Europe, être à la pointe de la recherche fondamentale et appliquée pour progresser d'un point de vue économique et industriel. La plupart des innovations scientifiques et technologiques s'appuient sur les domaines de la biologie et de la géologie.

Les méthodes et les apprentissages d'expérimentation de type laboratoire donnent aux élèves les multiples capacités nécessaires aux bio- et géotechnologues comme aux chercheurs de pointe. Cette méthode, qui ouvre à la complexité des systèmes, est cruciale et sans équivalent pour affronter les défis environnementaux et de ressources que la prochaine génération devra gérer demain. Le potentiel d'emplois dans les secteurs auxquels préparent les sciences de la vie et de la Terre est en constante augmentation.

L'appétence de nos jeunes lycéens est réelle pour le vivant et son environnement. Ils apprécient de comprendre ce qu'ils entendent ou voient dans les médias et sur le Net. La culture scientifique est nécessaire à tout citoyen. L'enseignement des SVT permet d'aborder rationnellement des questionnements actuels, comme le genre et la théorie de l'évolution. La méconnaissance de données sur son corps (hygiène alimentaire, contraception, vaccination...) entraîne des dépenses supplémentaires de santé publique. Il serait donc très grave, tant du point de vue politique qu'économique, de supprimer cet enseignement. Une telle décision provoquerait un effondrement de la culture générale et participerait à la suppression des emplois de demain. ◀